

Arrêté du Bourgmestre limitant le public à 21 personnes maximum lors des séances du Conseil communal en vue de respecter la distanciation sociale dans le cadre de la crise du coronavirus

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement ses articles 133, al. 2 et 135, § 2 ;

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement son article 93 ;

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement son article 89bis §2;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 22 août 2020 ;

Vu l'arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 imposant le huis clos lors des réunions du conseil communal en période de respect dites de « distanciation sociale » ;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n°2020/003 du 06.04.2020 et 2020/027 du 28.05.2020 de pouvoirs spéciaux relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 ; que ceux-ci ne sont aujourd'hui plus d'application, leur validité ayant été limité dans le temps ;

Considérant qu'il convient pour les conseils communaux de revenir à leur fonctionnement original à savoir des séances publiques en présentiel ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 août 2020 portant l'obligation de porter un masque à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus pour la population belge ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties; considérant que le coronavirus Covid-19 est un trouble à la salubrité publique qualifié d'épidémie par les autorités sanitaires ;

Considérant que les séances du conseil communal se tiennent en un lieu fermé propice à la transmission du coronavirus ;

Considérant qu'il revient aux autorités communales de respecter et de faire respecter sur l'entièreté du territoire communal, en ce compris au sein du conseil communal, les mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus ;

Considérant que parmi ces mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus figure le respect de la distanciation sociale d'1m50 dans les lieux publics et les lieux privés accessibles au public ainsi que le port du masque à tout moment sur le domaine public et en tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'en juin dernier une analyse relative à l'organisation des réunions du conseil communal dans le respect des mesures dites « de distanciation sociale » et de l'application à titre de précaution, du ratio du nombre de personnes par mètres carrés disponibles a été réalisée par le S.I.P.P. de la

commune ; que d'après son analyse, seules 38 personnes maximum pouvaient être autorisées au sein de la salle qui accueille la réunion du conseil communal ;

Considérant que dans ce contexte ce nombre était atteint par la seule présence des 35 conseillers communaux, de la Secrétaire communale et de deux agents administratifs nécessaires à l'organisation du conseil communal ; qu'au vu de ces constatations et afin de respecter les mesures de distanciation sociale, il a été préférable d'imposer le huis clos lors du conseil communal de juin ; que ce huis clos a été prononcé par arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 ;

Considérant que depuis lors, d'une part, le port du masque a été imposé en date du 6 août 2020 à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles Capitale, d'autre part, le principe du ratio du nombre de personnes par mètres carrés disponibles a été revu à la baisse ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 août 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020, et plus particulièrement son article 11 ; qui prévoit de nouvelles normes ; qu'un public de 200 personnes peut, désormais, assister à un événement assis accessible au public pour autant que les 8 règles minimales permettant de limiter la propagation du virus soit respectées ;

Considérant en l'espèce que la salle du Conseil communal est un lieu accessible au public selon l'article 93 de la NLC et qu'elle sera réaménagée afin que les séances puissent se tenir en présentiel et ce, dans le respect des règles sanitaires et notamment le respect de la distanciation sociale ;

Considérant qu'à cet égard, pour respecter la règle de la distanciation sociale, vu 1. la configuration de la salle du Conseil communal et le souci que celle-ci puisse permettre un débat clair et visible pour tous conseillers communaux mais aussi pour le public présent dans la salle, 2. le nombre de conseillers communaux, 3. la présence de membres du secrétariat communal afin d'effectuer le travail administratif, seules 21 personnes maximum pourront assister à la séance du conseil communal ;

Considérant qu'il est nécessaire de prioriser l'accès à la séance du conseil communal afin de permettre aux citoyens dépositaires d'une interpellation citoyenne à l'ordre du jour du conseil communal de s'exprimer ;

Considérant qu'étant donné que trois interpellations maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance, un maximum de 4 personnes par interpellation citoyenne paraît raisonnable au vu de la limitation du public à la séance du conseil communal ;

Considérant qu'afin de faciliter le contact tracing en cas de contamination par le coronavirus Covid 19, il est, ensuite, donné priorité au public ayant introduit une demande écrite au Secrétariat communal pour pouvoir assister à la prochaine séance du conseil communal ;

Considérant la nécessité pour le public d'avoir accès aux séances du conseil communal aux fins de satisfaire à l'exigence du débat démocratique ; considérant également que la limitation du nombre de personnes prévue par le présent arrêté est uniquement motivée par des considérations de sécurité et santé publique ;

Considérant que le présent arrêté sera en vigueur pour les séances communales à venir aussi longtemps que la mesure de distanciation sociale de 1m50 sera en vigueur ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Les séances du conseil communal sont limitées à un public de 21 personnes maximum (citoyens/presse) selon les priorités suivantes :

1. Les citoyens dont l'interpellation citoyenne est à l'ordre du jour de la séance du conseil communal sont prioritaires dans le public et ce, dans la limite des 4 personnes maximum par interpellation citoyenne.

2. Les personnes (citoyens/presse) ayant introduit une demande écrite au Secrétariat communal pour assister à la séance sont ensuite prioritaires dans le public.

3. Si le nombre maximal n'est pas atteint, les personnes se présentant au début de séance pourront y assister selon leur ordre d'arrivée.

Article 2 : Le présent arrêté lève l'arrêté du Bourgmestre du 15 juin 2020 imposant le huis clos lors des réunions du conseil communal en période de respect dites de « distanciation sociale ».

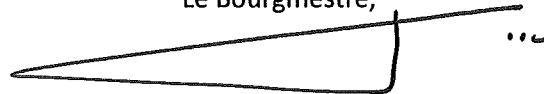
Article 3 : Le présent arrêté de police sera affiché sur le Site Internet et sur les valves communales. Elle entre en vigueur de plein droit le jour de son affichage et prend fin de plein droit au jour où la mesure de distanciation sociale de 1m50 est abrogée.

Article 4 : Les forces de l'ordre sont en charge de la bonne exécution de cet arrêté du Bourgmestre de police.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par requête au Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles), dans un délai de 60 jours calendrier à dater de la notification du présent arrêté.

Fait à Woluwe-Saint-Pierre, le 10.09.2020

Le Bourgmestre,

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal line that curves downwards at the end, followed by a vertical line and a small flourish.

Besluit van de Burgemeester tot beperking van het publiek tot maximaal 21 personen tijdens de zittingen van de Gemeenteraad in het kader van de coronaviruscrisis om de sociale afstand te respecteren

De Burgemeester,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikels 133, tweede lid, en 135, § 2 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald artikel 93 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald artikel 89bis §2 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 22 augustus 2020 ;

Gelet op het besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 dat de besloten zitting oplegt tijdens de vergaderingen van de gemeenteraad tijdens de periode van naleving van de "social distancing"-maatregelen ;

Gelet op de volmachtsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/003 van 06.04.2020 en 2020/027 van 28.05.2020 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 ; dat deze besluiten vandaag niet meer van toepassing zijn, aangezien hun geldigheid beperkt is in de tijd ;

Overwegende dat het aangewezen is dat de gemeenteraden terugkeren naar hun oorspronkelijke werking, namelijk openbare fysieke vergaderingen ;

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 augustus 2020 houdende de verplichting van het te allen tijde dragen van een mondmasker op het openbaar domein en elke private maar publiek toegankelijke plaats over het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende de dringendheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus inhoudt voor de Belgische bevolking ;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen ; dat deze bevoegdheid met name betrekking heeft op de preventie, door het nemen van passende voorzorgsmaatregelen, en de stopzetting, door de verspreiding van de nodige hulp, van ongevallen en rampzalige plagen, zoals branden, epidemieën en epizootieën ; overwegende dat het coronavirus Covid-19 een volksgezondheidsprobleem is dat door de gezondheidsautoriteiten als een epidemie wordt beschreven ;

Overwegende dat de zittingen van de gemeenteraad worden gehouden op een gesloten plaats wat bevorderlijk is voor de verspreiding van het coronavirus ;

Overwegende dat het de verantwoordelijkheid van de gemeentelijke autoriteiten is om de federale maatregelen die zijn afgekondigd om de verspreiding van het coronavirus te beperken, te respecteren en te waarborgen op het hele gemeentelijke grondgebied, ook binnen de gemeenteraad ;

Overwegende dat onder deze federale maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus onder meer staat het respecteren van de sociale afstand van 1m50 op openbare en private plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek en het dragen van een masker op het openbare domein

en op elke private plaats die toegankelijk is voor het publiek op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat in juni jongstleden een analyse met betrekking tot de organisatie van de gemeenteraadsvergaderingen in overeenstemming met de zogenaamde "social distancing"-de toepassing bij wijze van voorzorgsbeginsel, maatregelen en de verhouding van het aantal personen per beschikbare vierkante meter werd uitgevoerd door de I.D.P.B van de gemeente ; dat volgens zijn analyse slechts 38 personen maximum toegelaten zijn in de zaal waar de vergadering van de gemeenteraad plaatsvindt ;

Overwegende dat in deze context dit aantal werd bereikt door de loutere aanwezigheid van de 35 gemeenteraadsleden, de Gemeentesecretaris en twee administratieve agenten die nodig zijn voor de organisatie van de gemeenteraad ; dat het in het licht van deze opmerkingen en om de maatregelen van "social distancing" te respecteren, de voorkeur verdient om de besloten vergadering op te leggen tijdens de gemeenteraad van juni ; dat deze besloten vergadering werd uitgesproken bij besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 ;

Overwegende dat het dragen van een mondmasker sinds 6 augustus 2020 enerzijds steeds opgelegd is op het openbaar domein en elke plaats die privé is maar toegankelijk voor het publiek op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds de verhouding van het beginsel van het aantal personen per beschikbare vierkante meter naar beneden is bijgesteld ;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 augustus 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni en meer bepaald artikel 11 ervan ; die deze normen voorziet; Overwegende dat een publiek van 200 personen voortaan een zittend evenement dat toegankelijk is voor het publiek, mag bijwonen, op voorwaarde dat de 8 minimumregels die het mogelijk maken de verspreiding van het virus te beperken, in acht genomen worden ;

Overwegende dat in dit geval de zaal van de Gemeenteraad een voor het publiek toegankelijke plaats is in de zin van artikel 93 van de NGW en zal deze worden heringericht zodat de vergaderingen fysiek kunnen worden gehouden en dit met inachtneming van de gezondheidsregels en in het bijzonder de eerbiediging van de "social distancing" ;

Overwegende dat, in dit verband, om de regel van de "social distancing" te respecteren, gezien 1.de configuratie van de zaal van de gemeenteraad en de bekommernis om een duidelijk en zichtbaar debat mogelijk te maken voor alle gemeenteraadsleden maar ook voor het publiek dat in de zaal aanwezig is, 2.het aantal aanwezige raadsleden en 3 leden van het gemeentesecretariaat die de administratieve werkzaamheden uitvoeren mag slechts een maximum van 21 personen voor het publiek kunnen bijwonen aan de zitting van de Gemeenteraad;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de toegang tot de gemeenteraadsvergadering te prioriteren, zodat burgers die een burgerinterpellatie op de agenda van de gemeenteraad hebben, zich kunnen uitspreken ;

Overwegende dat gezien er maximaal drie interpellaties op de agenda van dezelfde zitting mogen worden opgenomen, lijkt een maximum van 4 personen per burgerinterpellatie redelijk gezien de beperking van het publiek tot de gemeenteraadszitting ;

Overwegende dat aangezien het publiek, om het traceringscontact in geval van besmetting met het coronavirus Covid-19 te vergemakkelijken, voorrang krijgt nadat het een schriftelijk verzoek heeft

ingediend bij het Gemeentesecretariaat om de volgende zitting van de gemeenteraad te mogen bijwonen ;

Overwegende de noodzaak voor het publiek om toegang te hebben tot de zittingen van de gemeenteraad teneinde te voldoen aan de eis van democratisch debat ; tevens overwegende dat de beperking van het aantal personen waarin deze verordening voorziet, uitsluitend gemotiveerd is door overwegingen van openbare veiligheid en gezondheid ;

Overwegende dat onderhavig besluit van kracht zal zijn voor toekomstige gemeentelijke zittingen, zolang de maatregel van "social distancing" van 1m50 van kracht is ;

BESLUIT :

Artikel 1 : De zittingen van de gemeenteraad zijn beperkt tot een maximum publiek van 21 personen (burgers/pers) overeenkomstig de volgende prioriteiten:

1. Burgers van wie de burgerinterpellatie op de agenda van de gemeenteraadszitting staat, hebben voorrang in het publiek, binnen de limiet van maximaal 4 personen per burgerinterpellatie.
2. Depersonen (burgers/pers) die een schriftelijk verzoek hebben ingediend bij het Gemeentesecretariaat om de volgende zitting bij te wonen, krijgen dan voorrang in het publiek.
3. Indien de maximaal aantal niet wordt bereikt, de personen die zich voordoen aan het begin van de zitting van de Gemeenteraad, kunnen bijwonen in chronologische volgorde.

Artikel 2 : Onderhavig besluit heft het besluit van de Burgemeester van 15 juni 2020 dat de besloten zitting oplegt tijdens de vergaderingen van de gemeenteraad tijdens de periode van naleving van de "social distancing"-maatregelen, op ;

Artikel 3 : Onderhavig besluit wordt op de website en op de gemeentelijke aankondigingsborden geplaatst. Het treedt van rechtswege in werking op de dag van de aanplakking en eindigt van rechtswege op de dag waarop de maatregel van 1m50 sociale afstand wordt ingetrokken.

Artikel 4 : De ordediensten zijn verantwoordelijk voor de goede uitvoering van dit besluit van de Burgemeester.

Artikel 5 : Tegen dit besluit kan beroep worden aangetekend via een verzoekschrift bij de Raad van State (Wetenschapstraat 33 te 1040 Brussel) binnen een termijn van 60 kalenderdagen te rekenen vanaf de kennisgeving van dit besluit.

Gedaan in Sint-Pieters-Woluwe, op
..... 20.09.2020

De Burgemeester,

